



DEUX ANS APRES

Deux ans après la création de notre association, nous avons souhaité faire un bilan d'étape de notre action à l'aune de notre objectif de départ, à savoir la défense d'une structure hospitalière de proximité. Notre engagement est de tenir informée la population de l'évolution de l'hôpital de Sarlat.

Où en sommes-nous aujourd'hui?

La politique de santé, passée comme actuelle, reste marquée du sceau de la contrainte budgétaire : 70 millions d'euros d'« économie » sont prévus au titre des seuls hôpitaux ; des regroupements d'établissements sont effectués, aggravant les déserts sanitaires et les inégalités d'accès aux soins.

C'est au regard de cette orientation qu'il faut porter appréciation sur le projet médical de l'hôpital de Sarlat.

Dans ce contexte, à quelles réalités le patient sarladais requérant une consultation ou une opération est-il confronté ?

Est-il au bout du tunnel ? De quelles offres de soins peut-il bénéficier aujourd'hui ?

Il n'existe plus :

- ni interventions chirurgicales conventionnelles et programmées (le seul chirurgien viscéral en poste devant consacrer son temps aux urgences vitales et à la maternité) ;
- ni orthopédie,
- ni chirurgie vasculaire, ces deux activités ayant obligation de transfert dans un autre établissement.

Cette absence de chirurgiens pénalise les urgences qui, de fait, ne bénéficient plus sur place des avis autorisés de spécialistes de la discipline.

Aujourd'hui, un avis chirurgical doit être demandé à Périgueux ou à Bordeaux, alors même que les moyens de télétransmission sont encore défectueux et que les transmissions par mail ne respectent pas suffisamment la confidentialité des données ...

De surcroît, la Dordogne ne dispose que d'un seul hélicoptère, quand la multiplication nécessaire des transferts accentue encore les difficultés d'obtention d'ambulances. Dès lors, tant l'absence de chirurgiens sur place que les problèmes de transport ne peuvent que renforcer le cynisme des prises en charge ou non, selon l'âge des malades.

Aujourd'hui, le projet médical s'affine, l'hôpital se restructure mais tout confirme que notre analyse de départ était juste : cette restructuration n'a pas vocation à répondre à tous les besoins de santé de la population, mais à organiser des soins en fonction des seuls moyens alloués.

Il devient clair que l'hôpital de Sarlat tend à restreindre son activité à la gériatrie et aux soins postopératoires. En témoigne la création en mars prochain, non d'un service de soins palliatifs, mais de quelques lits identifiés soins palliatifs au sein d'un service existant et d'une unité postopératoire gériatrique.

L'autre point fort serait les consultations avancées permettant à la population d'avoir accès à des spécialités jusque-là inexistantes. Effectivement le planning est établi, mais les délais d'obtention de consultations sont longs (3 mois en moyenne), alors que, si l'on prend le même rendez-vous à Périgueux, le délai est réduit de 2 mois. Notre constat est qu'il y a effectivement une inégalité de traitement pour les Sarladais.

Bien qu'annoncées à grand renfort de médiatisation, d'autres consultations, cancérologie par exemple, n'existent plus. Plus grave, deux candidatures médicales dans cette spécialité n'ont pas été retenues.

Le point positif est la construction de la maison de retraite pour remplacer les 60 lits du troisième étage, sans augmentation toutefois de la capacité d'accueil, alors que les demandes sont croissantes.

En ce qui concerne la maternité de Sarlat, elle ne semble pas menacée dans l'immédiat. Néanmoins, le nouveau rapport de la Cour des comptes est alarmant, car il préconise la poursuite des fermetures de maternités en changeant les indicateurs : réduction des temps d'hospitalisation (la moyenne actuelle de 4.2 jours devant passer à 3 jours) ; introduction d'un nouveau critère, l'isolement, permettant de justifier des regroupements vers des maternités de plus grande taille (augmentation de fait des usines à bébés).

Où est le progrès ?

On comptait 1 369 maternités en 1975, pour 554 en 2008 !...

Les maternités de niveau 1, quant à elles passent de 564 à 255.

Avec, pour conséquences, une multiplication des dépressions post-partum et un accès à l'interruption volontaire de grossesse de plus en plus réduit (une centaine de centres supprimés en France).

Les responsables locaux parent ces restructurations du terme de « modernité ».

Pour nous, loin d'être un progrès social, elles signent un recul historique.

Très objectivement, privilégier les restrictions au détriment des besoins n'est qu'une marche forcée à réduire les dépenses publiques, à porter atteinte au service public.

Réduire les dépenses, c'est aussi faire porter les efforts sur les personnels : licenciements de contractuels, non-remplacements de congés, rappels au domicile, changements inopinés d'horaires et de services, dérapages de tâches, les « burn-out » de plus en plus fréquents, sans parler des départs importants de médecins.

En 2010, on comptait 18 praticiens temps plein, il en reste aujourd'hui à peine un tiers. Les internes ne pouvant pas compenser le déficit médical.

Le maire de Sarlat, dans ses vœux, a rendu hommage au dévouement des personnels, mais s'est bien gardé de dénoncer les conditions de travail qui leur sont imposées.

La restructuration à Sarlat se fait dans le droit fil de l'application de la loi HPST et de la loi santé en préparation. Cette dernière, loin de remettre en cause les orientations précédentes, bien au contraire en amplifie les aspects négatifs.

L'objectif avoué par le rapport de la Cour des comptes est bien de réduire les dépenses de santé, c'est tout le sens de la mise en œuvre et de la chirurgie ambulatoire et des communautés hospitalières de territoire.

Sous couvert d'innovation, de mutualisation, de meilleures qualités et sécurité des soins, ces dernières sont en fait l'outil par excellence de la restructuration.

.Au-delà du secteur de la santé et du social, partout des collectifs s'organisent pour la défense des services publics. Notre association a fait le choix de s'impliquer dans une grande manifestation nationale pour leur défense les 13 et 14 juin, à Guéret.

Nous pensons que notre mobilisation a plus que jamais sa raison d'être. Nous continuerons à informer les Sarladais et à les appeler à des actions de défense de notre hôpital de proximité. Nous les rencontrerons pour débattre et contrer ces projets néfastes à la santé de tous.

Pour tout contact : sauvons_notre_hopital@wanadoo.fr (0685311979 ou 0553294191)

Tiré par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique – Sarlat, le 27 janvier 2015